



Communiqué de presse

Processus diplomatique contre les bombardements en zones peuplées

Les États doivent s'engager en faveur de la déclaration politique que soutient le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres

Ottawa, le 26 mai 2020. Le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, vient de publier le [rapport annuel sur la protection des civils](#) dont il fera un exposé au Conseil de sécurité le 27 mai. Dans son rapport, le Secrétaire général dénonce les bombardements en zones peuplées et ses conséquences désastreuses pour les civils. Il soutient les efforts diplomatiques en cours pour l'élaboration d'une déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Pleinement engagés dans ce processus diplomatique démarré en octobre 2019 pour mettre fin aux bombardements en zones peuplées, HI et ses partenaires de l'International Network on Explosive Weapons ([INEW](#)) demandent aux États de soutenir une déclaration politique forte afin de mettre fin aux souffrances humaines provoquées par les armes explosives.

- Dans son [rapport](#) publié le 22 mai, le **Secrétaire général des Nations unies, António Guterres**, « salue » les efforts actuels des États membres et des autres acteurs impliqués pour élaborer une déclaration politique relative aux conséquences humanitaires de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. « Alors que les discussions sont en cours, les États doivent s'engager pour éviter d'utiliser des armes explosives à large rayon d'impact dans les zones habitées et à développer des politiques opérationnelles à cet effet », a-t-il déclaré.
- **Le projet final de déclaration politique** contre l'utilisation des armes explosives dans les zones habitées est sur le point d'aboutir après 9 mois d'intenses négociations entre les États et les ONG. **L'Irlande s'est engagée à organiser une conférence internationale pour inviter les États à l'adopter.**
- Entre 2011 et 2019, **250 000 personnes** ont été tuées ou blessées par des armes explosives dans le monde. Sur cette période, lorsque ces armes explosives étaient utilisées dans des zones habitées, **plus de 90 % des victimes étaient des civils.**
- **Les bombardements massifs dans les zones habitées ont des conséquences humanitaires terribles** : familles séparées, blessures irréversibles, traumatismes psychologiques, déplacements forcés, destruction d'infrastructures essentielles (hôpitaux, ports, ponts, etc.) et aggravation continue de la pauvreté. Les bombardements massifs en Libye, en Syrie et au Yémen ont également eu des effets durables sur le développement de ces pays, détruisant des infrastructures et des services vitaux, et perturbant leur économie. La contamination causée par les restes explosifs de guerre entravera les efforts de reconstruction et rendra celle-ci plus difficile.
- **Citation 1** : « 90 % des victimes des armes explosives en zones habitées sont des civils. L'utilisation des armes explosives est un problème majeur pour la protection des civils pendant les conflits. De plus, le bombardement des zones habitées a des effets à long terme et empêche les pays de se développer : en Syrie, au Yémen et en Libye, les gouvernements

devront mobiliser de nombreuses ressources (humaines, financières, etc.) pendant des décennies pour décontaminer les restes explosifs de guerre, pour reconstruire les ponts, les routes, les usines, les hôpitaux et les écoles et pour rétablir l'économie locale. »

- **Citation 2** : « Les États ont une opportunité historique pour changer les choses et protéger les civils contre une cause majeure de catastrophes humanitaires dans les conflits modernes : l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Nous appelons tous les États à reconnaître le préjudice causé aux civils par les armes explosives en zones habitées et à adopter un langage fort dans la future déclaration politique contre cette pratique. La France et le Royaume-Uni, en particulier, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, doivent s'engager sans ambiguïté pour s'assurer que l'opposition au projet menée par des pays comme la Chine ou les États-Unis, ne sabote pas la future déclaration politique. »

Exemple de la Syrie, détruite par une décennie de bombardements massifs

- Depuis décembre 2011, des armes explosives ont été utilisées de façon répétée dans des zones habitées en Syrie. Beaucoup d'infrastructures civiles ont été touchées, notamment des écoles, des centres de soin et des hôpitaux. L'ONG Action on Armed Violence (AOAV) rapporte que près de **80 000 personnes ont été tuées ou blessées par des armes explosives entre 2011 et 2018, dont 87 % de civils.**
- Présentes en Jordanie et au Liban, les équipes de HI observent les souffrances et les traumatismes de la population syrienne et l'impossibilité de leur retour en raison de la difficulté, voire l'impossibilité de restaurer les activités sociales ou économiques et des risques mortels posés par la contamination. Les infrastructures essentielles et l'économie syriennes détruites, **80 % des Syriens vivent actuellement sous le seuil de pauvreté.**
- Les villes principales, comme Alep, Homs et Raqqa, sont totalement ou partiellement détruites. Ces lieux ont subi de lourds bombardements aériens qui ont laissé les routes, les logements, les écoles, les centres de soins et les systèmes de distribution d'eau et d'assainissement soit détruits, soit hors service.
- **La contamination aux restes explosifs de guerre est l'un des principaux obstacles qui empêchent le retour des réfugiés et des personnes déplacées. En Syrie, 11,5 millions de personnes sont exposées aux risques posés par les restes explosifs de guerre, d'après l'UNMAS.**
- **Citation 3** : « En Syrie, les conséquences de 9 années de bombardements dans les zones habitées sont terribles : des familles séparées, des villes détruites, des populations entières fuyant en masse, des restes explosifs contaminant des quartiers entiers, etc. Les gens se trouvent dans une situation épouvantable et auront besoin de l'aide humanitaire pendant de nombreuses années. Les infrastructures du pays sont détruites, aussi la priorité des organisations humanitaires est-elle de rétablir l'accès aux services de base tels que la santé. »

Les bombardements affectent la capacité de réponse face au COVID-19

- HI soutient pleinement l'appel du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, en faveur d'un cessez-le-feu global visant à faciliter la lutte contre la pandémie de COVID-19.
- HI constate sur le terrain que les bombardements dans les zones habitées aggravent la difficulté des pays en guerre à répondre à la pandémie. La lutte contre la pandémie requiert

des infrastructures et des services de services de santé solides, des canaux d'information forts pour la prévention, ainsi qu'une capacité de la société à s'organiser pour mettre en place les mesures de prévention et les soins de façon inclusive et accessible à tous... Tout ce que les bombardements massifs en zones peuplées ont détruit dans des pays comme la Libye, la Syrie et le Yémen...

À propos de HI

HI est une association de solidarité internationale indépendante qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la Paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton 2011. HI agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

Pour plus d'informations : www.hi-canada.org

Contact presse :

Gabriel Perriau – g.perriau@hi.org